



## La menace étasunienne plane sur le Venezuela

Par [Salim Lamrani](#)

Mondialisation.ca, 03 mai 2006

[Risal](#) 3 mai 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Depuis le mois d'avril 2006, les Etats-Unis réalisent d'impressionnantes manœuvres militaires dans les Caraïbes. L'opération, intitulée Partnership of the Americas et qui doit s'étendre jusqu'au mois de mai, inclut la présence de 6 500 soldats, plusieurs porte-avions et sous-marins nucléaires, et un nombre spectaculaire d'avions de chasse F16. Un navire de guerre s'est même rendu dans l'île néerlandaise d'Aruba à 15 miles seulement des côtes vénézuéliennes [1].

Ce déploiement de force a sérieusement inquiété le gouvernement de M. Hugo Chávez, qui a dénoncé une tentative d'agression militaire. Le ministre des Affaires étrangères, Ali Rodríguez, a souligné le danger d'une entreprise violente contre le Venezuela de la part de la Maison-Blanche. « Nous sommes bien conscients de ce risque [...]. Vous n'avez pas vu le langage utilisé par M. Bush ? C'est un langage manichéen entre le bien et le mal, 'ceux qui sont avec nous sont bons, ceux qui ne sont pas avec nous sont méchants et nous devons les détruire' », a-t-il déclaré. Selon lui, seul le borbier iraquien et « la situation très critique » au Moyen Orient ont mis un frein à une offensive armée contre le Venezuela [2].

M. Rodriguez a également affirmé qu'il ne souhaitait pas une rupture avec les Etats-Unis : « Notre position est d'avoir des relations normales, cordiales et la seule condition que nous posons au gouvernement nord-américain est le respect de la souveraineté du Venezuela, la non-intervention dans les affaires internes du Venezuela [et] le respect de la Charte des Nations unies [3] ».

De son côté, l'ambassadeur étasunien à Caracas, M. William Brownfield, a minimisé l'importance des exercices militaires effectués par le Southern Command. « Ce n'est pas la première fois que le gouvernement des Etats-Unis réalise des manœuvres navales dans les Caraïbes, et ce ne sera pas la dernière », a-t-il signalé [4]. Le Pentagone, quant à lui, a annoncé que la parade militaire était uniquement destinée à faire face à des menaces non conventionnelles tels que le trafic de drogue et le trafic de personnes, en partenariat avec des pays de la région. Cependant, il n'a pas précisé, au vu de l'arsenal guerrier déployé, s'il comptait utiliser des armes nucléaires pour mettre un terme à ces menaces non conventionnelles [5].

Cette nouvelle escalade des tensions entre le Venezuela et l'administration Bush fait suite à toute une série de déclarations belliqueuses effectuées par Washington au cours des derniers mois. Le 16 février 2006, Mme Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat, a affirmé que le Venezuela constituait « l'un des plus grands problèmes » pour les Etats-Unis, et a qualifié ses relations avec Cuba comme étant « particulièrement dangereuses ». Elle a fait part de son intention de créer un front commun régional contre le gouvernement du président Chávez lors de sa comparution devant le Comité des Affaires étrangères de la Chambre des

Représentants, afin de justifier le budget de 33 milliards de dollars alloué à son ministère pour l'année 2007 [6].

Mme Rice a accusé M. Chávez d'influencer « ses voisins à sortir du processus démocratique », par le biais de ses politiques qui rejettent l'accord de libre-échange (ALCA) exigé par les Etats-Unis. En effet, depuis son accession au pouvoir, l'actuel gouvernement vénézuélien prône une intégration économique latino-américaine (ALBA) afin de favoriser le développement de la région ; projet qui est complètement opposé au néolibéralisme que veut imposer Washington, et qui ne favorise que les grandes transnationales. Pour contrecarrer « l'influence négative » du Venezuela, elle a proposé de multiplier les relations avec « les gouvernements responsables, y compris les gouvernements responsables de la gauche, comme le Brésil et le Chili » ; c'est-à-dire ceux qui acceptent le modèle économique ultralibéral [7].

La secrétaire d'Etat a également reproché au gouvernement bolivarien d'apporter son soutien politique à la coalition des deux ex-présidents nicaraguayens Daniel Ortega et Arnaldo Alemán, en vue des prochaines échéances présidentielles de novembre 2006. Selon Mme Rice, cet appui pourrait « générer une situation dans laquelle un gouvernement démocratiquement élu ne pourrait pas fonctionner au Nicaragua », faisant allusion à une éventuelle victoire de la gauche, et au probable rejet qu'elle susciterait à Washington [8].

Cependant, la secrétaire d'Etat, qui fustige constamment « le populisme latino-américain », a omis de signaler que son propre ambassadeur au Nicaragua, M. Paul Trivelli, s'est réuni avec les leaders de la droite et a exigé d'eux qu'ils ne forment qu'une seule liste pour les élections présidentielles et législatives, afin d'éviter à tout prix un succès électoral du Front sandiniste [9]. Mais Washington n'en est pas à une ingérence ni à une contradiction près.

Le président Chávez s'est montré surpris des déclarations de Mme Rice, et a déclaré que la tentative d'isolement de son gouvernement par les Etats-Unis était vouée à l'échec. « Cela fait plusieurs années que [Washington] essaye de nous isoler, de nous imposer un blocus [et] ils ont échoué et ils échoueront parce que la raison n'est pas de leur côté, et parce qu'ils ne disposent d'aucune morale. Chaque jour les peuples et les gouvernements du monde découvrent la vérité à propos du Venezuela », a-t-il noté [10].

Le Département d'Etat a également apporté son soutien à certains syndicats vénézuéliens qui prônent la grève pour déstabiliser la nation. Mme Rice a même évoqué, lors d'une déclaration à la presse, une paralysie des transports publics du pays ; paralysie qui n'a jamais eu lieu. Ces annonces laissent à penser que Washington a déjà élaboré des plans avec l'opposition afin de renverser le président Chávez, et confirment les inquiétudes de ce dernier [11].

En guise de réponse, les autorités vénézuéliennes ont brandi la menace de suspendre les livraisons de pétrole. Le Venezuela, qui est le cinquième producteur mondial d'or noir, exporte quotidiennement 1,5 millions de barils vers les Etats-Unis. « Le gouvernement étasunien doit comprendre que s'il dépasse les bornes, il n'aura plus de pétrole vénézuélien », a averti M. Hugo Chávez. « S'il croit que je ne peux pas prendre cette mesure [...], il se trompe lourdement [car] de nombreux pays nous demandent du pétrole », a-t-il ajouté [12].

Dans la province de Zulia, région très riche en réserves pétrolières, un mouvement séparatiste, soupçonné de connivence avec les Etats-Unis, a vu le jour. L'Etat compte près

de 4 millions d'habitants et fournit une part essentielle de la production en pétrole. Il est dirigé par le gouverneur Manuel Rosales, opposé au gouvernement central, qui est actuellement mis en examen pour avoir participé au coup d'état contre le président Chávez en avril 2002. Il avait, en effet, signé en avril 2002 un décret émis par la junte putschiste de Pedro Carmona, actuellement en fuite en Colombie [13].

M. Néstor Suárez est le président du groupe d'opposition Rumbo Propio en faveur de l'autonomie. Il se définit comme étant d'extrême droite et a affiché sa détermination à installer un gouvernement « capitaliste libéral » : « Nous voulons notre propre gouvernement [et] nous sommes contre les grands gouvernements centraux ». Les déclarations de l'ambassadeur étasunien Brownfield, qui a parlé de la « République de Zulia », n'ont fait qu'attiser les suspicions envers l'administration Bush [14]. D'immenses manifestations ont eu lieu en signe de protestation envers ce que le procureur général du Venezuela, M. Isaías Rodríguez, a qualifié de « trahison à la patrie [15] ».

Le Ministre de Communication et d'Information, M. William Lara a, quant à lui, rappelé l'article 130 de la Constitution bolivarienne du Venezuela : « Les Vénézuéliens et Vénézuéliennes ont le devoir d'honorer et de défendre la patrie, ses symboles et ses valeurs culturelles ; de protéger la souveraineté, la nationalité, l'intégrité territoriale, l'autodétermination et les intérêts de la nation ». Il a également affirmé que l'implication de Washington dans cette crise était un secret de polichinelle, vue l'importance stratégique de la région et « l'intérêt des Etats-Unis à contrôler le pétrole vénézuélien ». « C'est la raison pour laquelle nous sommes conscients du danger et de la menace contre l'intégrité territoriale du Venezuela », a-t-il conclu [16].

Pour raviver un peu plus les tensions, le Département d'Etat a également accusé le Venezuela d'être le « point de transition clé » pour la drogue colombienne et a stigmatisé la « corruption rampante dans les plus hautes sphères policières et le faible système judiciaire ». Cette accusation émane du refus des autorités vénézuéliennes à recevoir les fonctionnaires de la Drug Enforcement Agency (DEA), le Département de lutte anti-drogue étasunien, accusés d'espionnage par le président Chávez [17].

Le vice-président vénézuélien, M. José Vicente Rangel, a rejeté le rapport émis par Washington en soulignant que l'administration Bush ne disposait d'aucune autorité pour s'ériger en leader anti-drogue. [Le président étasunien] utilise la lutte contre ce fléau comme simple drapeau politique », a-t-il dénoncé [18]. Selon une enquête de l'Union européenne de 2005, seule 0,47% de la population vénézuélienne consomme de la drogue, alors que 9,47% des Etasuniens y ont recours de manière régulière. En effet, avec 35 millions de toxicomanes, les Etats-Unis sont les premiers importateurs de produits stupéfiants de la planète [19].

A ce reproche s'ajoute la publication de la Stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis divulguée par le président Bush, où les principaux gouvernements en ligne de mire sont ceux de MM. Hugo Chávez et Fidel Castro. « On ne doit pas permettre que la frauduleuse attraction du populisme contre le libre marché érode les libertés politiques », stipule le document [20].

M. Bush a réaffirmé le droit des Etats-Unis à intervenir unilatéralement contre tout Etat considéré comme hostile aux intérêts de Washington. Il en a profité pour taxer le président vénézuélien de « démagogue qui flotte sur l'argent du pétrole et qui est en train de miner la démocratie et qui prétend déstabiliser la région ». Pour ce qui est de Cuba, le président

Castro est qualifié de « dictateur anti-américain qui continue à opprimer son peuple et cherche à subvertir la liberté dans la région ». Quant à la Colombie, elle est citée comme étant « un allié démocratique [qui] combat les assauts persistants des terroristes marxistes et des narcotrafiquants [21] ».

« L'allié colombien » est justement soupçonné d'être impliqué dans la déstabilisation du Venezuela. L'ancien commandant du Département administratif de sécurité (DAS) de Colombie, M. Rafael García, a avoué qu'un ex directeur des services de renseignements du DAS, des paramilitaires colombiens et des opposants vénézuéliens ont conspiré pour assassiner le président Chávez. « Selon mes informations, nous étions deux à la savoir : un ex directeur du DAS [M. Jorge Noguera, actuellement consul à Milan] et moi. Et du haut gouvernement colombien, il y a six personnes impliquées mais je ne vais pas citer de noms. Le plan était contre des hauts fonctionnaires vénézuéliens y compris le président Chávez », a-t-il déclaré [22].

Le président colombien, M. Alvaro Uribe, a nié être impliqué dans l'affaire, même s'il a reconnu avoir reçu des photos montrant des militaires vénézuéliens ayant participé au coup d'Etat d'avril 2002 en train de pénétrer dans l'immeuble de la DAS à Bogota. Après plusieurs enquêtes, le gouvernement de M. Uribe a confirmé la tenue d'une réunion entre des opposants vénézuéliens et des hauts responsables de l'armée avec des agents du DAS, dans un immeuble de l'Etat [23].

Face à ces menaces persistantes, le gouvernement vénézuélien a été contraint d'accélérer les préparatifs militaires, afin d'empêcher une éventuelle invasion du pays. Après avoir acheté 33 hélicoptères de défense à la Russie pour un montant de 200 millions de dollars, il a recommandé à l'armée de se préparer à une guerre de résistance, tout en activant la formation d'une réserve nationale composée de civils [24].

L'Amérique latine est actuellement traversée par une immense vague de changement. L'espoir de renouveau suscité par la Révolution bolivarienne, dont les transformations sociales sont impressionnantes, n'est pas du goût de Washington qui voit son influence s'amenuiser. Pendant ce temps, le prestige de leaders progressistes tels que M. Hugo Chávez ne cesse de croître comme le montrent les propos admiratifs de l'ancien président chilien, M. Ricardo Lagos, pourtant réputé pour son conservatisme : « Hugo est une force de la nature, c'est un homme doté d'un grand charisme et je crois que ses efforts pour vaincre la pauvreté l'ont amené à suivre un chemin de profond engagement dans certains secteurs [25] ». C'est l'une des raisons pour lesquelles l'administration Bush semble prête à tout pour mettre un terme à cette « influence négative ».

Notes:

[1] Elsa Claro, « Extrañas maniobras en el Caribe. A solas con el enemigo », Granma, 17 avril 2006. [www.granma.cu/espanol/2006/abril/lun17/17maniobras.html](http://www.granma.cu/espanol/2006/abril/lun17/17maniobras.html) (site consulté le 18 avril 2006).

[2] Fabiola Sanchez, « Entrevista AP : Venezuela ve riesgo de ataque de EEUU », El Nuevo Herald, 4 avril 2006.

[3] Ibid.

[4] Associated Press, « U.S. Defends Its Naval Exercise », 30 mars 2006.

- [5] Greg Brosnan, « Chavez Says US Warships Threaten Venezuela, Cuba », Reuters, 18 avril 2006.
- [6] El Nuevo Herald, « Condoleezza Rice insta a frenar a Chávez », 17 février 2006.
- [7] Ibid.
- [8] Ibid.
- [9] Blanca Morel, « EEUU quiere impedir el triunfo de la izquierda en Nicaragua », El Nuevo Herald, 19 avril 2006.
- [10] El Nuevo Herald, « Chávez : EEUU quiere aislar a Venezuela », 17 février 2006.
- [11] Agencia Bolivariana de Noticias, « Chávez reiteró llamado al país de oponerse a maniobras imperialistas », 17 février 2006.
- [12] El Nuevo Herald, « Chávez amenaza con suspender el petróleo a EEUU », 18 février 2006.
- [13] Steven Dudley, « Autonomía de Zulia desata batalla en Venezuela », El Nuevo Herald, 6 avril 2006.
- [14] Ibid.
- [15] EFE, « Fiscalía venezolana investiga grupo separatista en Zulia », 7 mars 2006 ; Granma, « Ratifican en Venezuela como traición a la Patria proyecto secesionista », 8 mars 2006. [www.granma.cu/espanol/2006/marzo/mier8/ratifican.html](http://www.granma.cu/espanol/2006/marzo/mier8/ratifican.html) (site consulté le 10 mars 2006) ; Granma, « Inician en Venezuela movilizaciones contra proyecto secesionista », 7 mars 2006. [www.granma.cu/espanol/2006/marzo/mar7/venezuela/html](http://www.granma.cu/espanol/2006/marzo/mar7/venezuela/html) (site consulté le 10 mars 2006).
- [16] Agencia Bolivariana de Noticias, « Ministro Lara lidera jornadas en Zulia contra acciones separatistas », 10 mars 2006.
- [17] Néstor Ikeda, « EEUU denuncia que Venezuela no cumple tratados antidrogas », El Nuevo Herald, 1 mars 2006 ; El Nuevo Herald, « Señalan a Venezuela de 'ruta de la droga' », 2 mars 2006.
- [18] EFE, « A favor y en contra del informe sobre drogas », 3 mars 2006.
- [19] Agencia Bolivariana de Noticias, « Venezuela refutó ante Naciones Unidas informe de EEUU sobre narcóticos », 10 mars 2006.
- [20] The White House, « The National Security Strategy of the United States », mars 2006. [www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf](http://www.whitehouse.gov/nsc/nss/2006/nss2006.pdf) (site consulté le 17 mars 2006).
- [21] Ibid.
- [22] Prensa Latina, « Revelan participación colombiana en atentados contra Chávez », 9 avril 2006.
- [23] Javier Baena, « Venezuela pide a Colombia aclarar complot contra Chávez », El Nuevo

Herald, 19 avril 2006.

[24] Agencia Bolivariana de Noticias, « Inversión en helicópteros rusos ascenderá a unos 200 millones de dólares », 3 avril 2006 ; El Nuevo Herald, « Chávez Busca actualizar entrenamiento militar », 26 mars 2006.

[25] El Nuevo Herald, « Lagos : no hay que demonizar a presidente venezolano », 2 mars 2006.

La source originale de cet article est [Risal](#)  
Copyright © [Salim Lamrani](#), [Risal](#), 2006

---

Articles Par : [Salim Lamrani](#)

### A propos :

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Son nouvel ouvrage s'intitule Fidel Castro, héros des déshérités, Paris, Editions Estrella, 2016. Préface d'Ignacio Ramonet. Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)